

Service Prévention des Risques Techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
mettant en demeure la société ENEDIS pour
l'exploitation de son site implanté sur la commune d'AVIGNON (84000)

La préfète de Vaucluse

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre Ier du livre V et son article L. 171-8 ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 août 1993 autorisant EDF-GDF à exploiter une station de transit de matériels imprégnés de polychlorobiphényles (PCB) en zone industrielle de Courtine 3 ouest à Avignon ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire N° 2013077-0002 du 18 mars 2013 actualisant l'arrêté préfectoral du 27 août 1993, autorisant le centre de distribution mixte d'Avignon Electricité de France à exploiter une station de transit de matériels imprégnés de polychlorobiphényles (PCB, d'une capacité de 22300 litres) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 août 2022 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 novembre 2022, suite à la visite de contrôle du 04 octobre 2022, transmis à la société ENEDIS par courrier du 25 novembre 2022 conformément aux dispositions des articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que le 04 octobre 2022 une inspection a été réalisée sur le site ENEDIS situé 150, rue Michel Cazaux à AVIGNON (84000) ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite précitée, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions des articles :

- 7.5 de l'arrêté préfectoral du 27 août 1993 susvisé, en raison de l'absence de transmission de la déclaration rendant compte des modalités et des justificatifs d'élimination des déchets produits ainsi que le devenir des appareils électriques stockés en transit ;
- 7.6 de l'arrêté préfectoral du 27 août 1993 susvisé, en raison de l'absence de transmission du récapitulatif des matériels reçus avec leurs origines ;
- 5.8 de l'arrêté préfectoral du 27 août 1993 susvisé, car le bon état de l'étanchéité de la rétention déportée du local PCB n'est pas vérifié périodiquement et au moins une fois par mois ;

CONSIDÉRANT que les non-conformités relevées lors de l'inspection du 04 octobre 2022 sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, par conséquent, il y a lieu de mettre en demeure la société ENEDIS dont le siège social est situé 34, place des Corolles à PARIS LA DÉFENSE (92079) cedex (s.a.i), pour son site implanté 150, rue Michel Cazaux à AVIGNON (84000), de respecter les dispositions des articles 7.5, 7.6 et 5.8 de l'arrêté préfectoral du 27 août 1993, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société ENEDIS dont le siège social est situé 34, place des Corolles à PARIS LA DÉFENSE (92079) CEDEX, ci-après nommé l'exploitant, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants pour l'exploitation de son site implanté 150, rue Michel Cazaux à AVIGNON (84000) :

a) les articles 7.5 et 7.6 de l'arrêté préfectoral du 27 août 1993 susvisé, **sous 30 jours à compter de la notification du présent arrêté**, par la mise en place d'une déclaration trimestrielle à l'inspecteur des installations classées rendant compte :

- des modalités et des justificatifs d'élimination des déchets produits ainsi que le devenir des appareils électriques stockés en transit ;
- des matériels reçus avec leurs origines ;

b) L'article 5.8 de l'arrêté préfectoral du 27 août 1993 susvisé, **sous 30 jours à compter de la notification du présent arrêté**, par la vérification étendue à la rétention déportée du local PCB au minimum une fois par mois.

Les justificatifs démontrant le respect des prescriptions précitées doivent être transmis à Madame la préfète de Vaucluse **sous 30 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

ARTICLE 2

Les frais engendrés par l'application des dispositions de l'article 1 sont à la charge de la société ENEDIS.

ARTICLE 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 5

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, la maire d'Avignon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, la directrice départementale de la sécurité public de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le

19 DEC. 2022


Pour la préfète,
le secrétaire général,
Christian GUYARD